

Économie Finances

Un programme de travail placé sous le signe d'une difficile sortie de crise, qui s'organise autour de trois thèmes principaux :

- ▶ **Les relations coopératives et non coopératives entre pays, et leurs conséquences sur les grands déséquilibres (*global imbalances*).**
- ▶ **La question de l'investissement : comment renouer avec la prise de risques et se projeter dans un avenir incertain (situation des entreprises, rôle de l'État, financement de la dynamique de croissance).**
- ▶ **Le "pilotage" de l'économie : recherche d'efficacité, mise en place d'incitations dans le domaine économique et social.**

■ Europe et monde : relations coopératives et non coopératives

La période de crise a renouvelé la compréhension du fonctionnement et des enjeux de l'économie mondiale : les transformations des rôles des différents pays s'accélèrent, parfois de façon inquiétante. C'est dans ce contexte que nous nous interrogerons notamment sur les cibles de convergence réelle au sein de l'Union européenne, la soutenabilité, dans l'avenir, de la croissance des grands pays émergents, les risques d'inflation ou les modalités de consolidation budgétaire :

- ▶ Nous consacrerons une série de travaux à la question de la **convergence réelle** en Europe : quelles sont les difficultés à résoudre ? Quelles doivent en être les modalités ? Nous ferons le point, vingt ans après les premiers débats, sur la question de la "zone monétaire optimale" et nous nous interrogerons sur le partage des rôles à mettre en place en Europe (fédéralisme budgétaire, fonds monétaire européen, convergence fiscale, outils communs de politique industrielle, de l'innovation et de la propriété intellectuelle).
- ▶ Nous passerons par ailleurs en revue **les différentes stratégies que l'Europe peut mettre en œuvre face aux déséquilibres mondiaux**, en dressant d'une part une cartographie des réponses possibles (orientation des investissements financiers et non financiers, rôle de l'OMC, réformes des réglementations des marchés financiers et dimension externe du marché intérieur de l'Union européenne...), en nous interrogeant d'autre part sur la capacité des grands émergents à tirer durablement la croissance mondiale. Un tableau de bord sur les déséquilibres, à partir des écarts constatés entre le prix des actifs et leurs fondamentaux, sera également réalisé.



- ▶ **Le couple inflation / déflation** sera étudié, au moment où le risque de “boucles” prix-salaires inflationnistes semble à nouveau se profiler, à cause notamment de la place prise par les BRICS dans la valeur ajoutée mondiale, de la hausse des prix des matières premières et de la tentation d’un financement des déficits par une “taxe d’inflation”.
- ▶ Des travaux seront consacrés aux **stratégies de consolidation budgétaire en Europe**.
- ▶ Nous assurerons un **suivi des négociations en vue de la conférence de l’OMC en 2013** (en collaboration avec le département Développement durable).
- ▶ Enfin, nous ferons le point sur **les stratégies capitalistiques des BRICS en Afrique** et examinerons la façon dont les évolutions politiques dans le Maghreb amènent à repenser **l’avenir économique de la Méditerranée**.

■ **Investir aujourd’hui : prise de risque par les entreprises, financement de la croissance et État investisseur**

Le comportement d’investissement des entreprises est conditionné par leur degré d’acceptation du risque : c’est un point essentiel, qui gouverne les décisions d’emploi, la R & D ou le développement commercial, notamment à l’international. De même, il semble important de faire le point sur les modalités de financement de l’économie (et notamment l’impact de la réglementation prudentielle). Enfin, de quelle(s) “doctrine(s)” l’État investisseur doit-il se doter pour piloter les outils dont il dispose ?

- ▶ Tout investissement consiste à ordonner aujourd’hui une dépense en vue d’un accroissement incertain de valeur demain : une certaine aversion au risque est donc un réflexe naturel des entreprises, mais elle peut avoir pour conséquence de réduire le dynamisme du sentier de croissance. Nous nous interrogerons sur **les leviers de politique économique permettant d’encourager la prise de risque des entreprises**, notamment en favorisant des implantations internationales. “L’entrepreneuriat” sera à ce propos étudié comme archétype de la prise de risque.
- ▶ Le département mènera un exercice de comparaison internationale des **aides à l’exportation et à l’internationalisation**, et de leurs conséquences.
- ▶ Nous aborderons également la question de la **valorisation de la R & D** à la lumière du nouveau paysage issu des réformes récentes (création des sociétés d’accélération du transfert technologique et des consortiums de valorisation thématiques, création de France Brevet et des Instituts de recherche technologique, augmentation des moyens mis à disposition des Instituts Carnot).

- ▶ La question de l'organisation du *private equity* en France et dans l'Union européenne sera abordée : nous nous pencherons sur la rentabilité réelle du secteur en France. Nous nous intéresserons également aux stratégies de *build up* (rapprochement d'entreprises en vue d'une optimisation des coûts et de la taille critique) : pourraient-elles contribuer à développer le nombre des entreprises de taille intermédiaire (ETI) ?
- ▶ Nous nous pencherons par ailleurs sur la question de l'État investisseur, en poursuivant les travaux entamés en 2011 avec le Commissariat général à l'investissement et en menant une comparaison internationale des pratiques en la matière.
- ▶ Enfin, nous ferons le point sur l'évolution du financement de l'économie par les banques au cours de la crise : la liquidité apportée par la structure des placements des ménages et l'action des banques centrales se retrouve-t-elle dans le financement des entreprises ? Comment rétablir des circuits de financement à long terme de nos économies ?

■ “Pilotage” de l'économie : nouvelles technologies, changements organisationnels et dépenses publiques

Les outils de pilotage dont dispose l'État aujourd'hui doivent permettre à la fois une efficacité maximale des politiques et une meilleure gestion des dépenses publiques.

- ▶ Nous mènerons un exercice de comparaison internationale en matière de **dépenses publiques**, fondé principalement sur l'Allemagne et un certain nombre d'autres pays dont les évolutions ont été particulièrement significatives.
- ▶ Nous ferons le point sur la question des “biens publics européens” et les possibilités de **mutualisation de dépenses publiques européennes** dans des secteurs à fortes externalités ou intensifs en capital, particulièrement stratégique dans un contexte de consolidation budgétaire, à l'heure de la négociation du prochain cadre financier européen (2014-2020).
- ▶ Un **outil d'aide à l'évaluation fiscale** facile d'accès sera mis à la disposition des décideurs politiques et économiques, du monde de la recherche et plus généralement du grand public.
- ▶ En ce qui concerne l'**architecture des prélèvements sociaux**, on étudiera l'incidence globale des cotisations sociales en proposant différents scénarios de réforme visant à baisser le poids des cotisations sociales sur les salaires (à financement de la sécurité sociale inchangé), en mettant en évidence leur impact distributif et les effets macroéconomiques attendus en termes d'offre et de demande de travail.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2012



- ▶ Nous poursuivons les travaux sur le **logement** commencés en 2011, en nous focalisant sur la question de l'urbanisation : en particulier, quelles sont les conséquences, en matière de croissance et d'environnement, d'un plus ou moins grand étalement urbain ?
- ▶ Dans un contexte de surproduction de déchets socialement et environnementalement coûteux, nous réfléchissons aux politiques qui pourraient être mises en œuvre pour mieux inciter les entreprises à **réduire les emballages** (elles n'intègrent en effet pas forcément dans leurs choix de *packaging* le coût de la prise en charge des déchets).
- ▶ Enfin, nous actualiserons une série de travaux récurrents du département, notamment le **tableau de bord de l'attractivité de la France** (avec l'AFII) et la note sur les "secteurs porteurs" (en collaboration avec le département Travail Emploi).

■ Études

Le département fera réaliser en 2012 des études sur :

- ▶ La valorisation de la R & D dans les entreprises (comparaison internationale).
- ▶ Les conséquences des récentes réformes de la réglementation prudentielle (Bâle 3, Solva 2, Dodd-Franck Act).
- ▶ L'épargne et les besoins de financement des entreprises.